

La diplomatie suisse se cherche un nouveau visage

Autor(en): **Lenzin, René**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **38 (2011)**

Heft 5

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-911934>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La diplomatie suisse se cherche un nouveau visage

Après neuf ans à la tête du Département fédéral des affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey se retirera à la fin de l'année. Son départ ajoute une tension supplémentaire aux élections du Conseil fédéral du 14 décembre.

Par René Lenzin

«La patriote entêtée» – «L'ambition était plus grande que le pays» – «Entre escapades et engagement» – «Bilan d'un sphinx chatoyant» – «Micheline Calmy-Rey, l'atypique» – «Cruella, la reine suisse des Bruxellois»... Florilège d'intitulés choisis par la presse suisse pour ses articles annonçant la démission de Micheline Calmy-Rey. Ces titres prouvent que la Genevoise d'origine valaisanne est une personnalité aussi vénérée que décriée. Jusqu'à la fin de l'année encore, elle représente le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) qu'elle dirige depuis son élection au Conseil fédéral.

En décembre 2002, l'Assemblée fédérale avait élu la socialiste pour succéder à Ruth Dreifuss. À contrecœur, Micheline Calmy-Rey avait dû prendre la tête du DFAE. Finalement, elle s'est appliquée à imposer la Suisse sur le devant de la scène internationale et à dépoussiérer la diplomatie helvétique. Partisane de la «neutralité active», elle s'est efforcée de conférer une nouvelle dimension à une valeur traditionnelle appréciée par la majorité des Suisses. Selon ses propres termes, elle a toujours entendu mener «une politique étrangère active et engagée en faveur de la paix, du droit international, des droits humains et de la lutte contre la pauvreté». À son palmarès figure le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies créé en grande partie grâce à la Suisse, ainsi que la médiation dans les conflits opposant la Russie et la Géorgie et entre la Turquie et l'Arménie.

Position confuse vis-à-vis de l'UE

À Bruxelles, Micheline Calmy-Rey passait pour une fervente défenseuse des intérêts suisses face à l'Union européenne. Malgré son soutien appuyé à la voie bilatérale, son point de vue à l'égard d'une pos-

sible adhésion à l'UE est finalement resté vague. Ses détracteurs au Parlement lui reprochent de conduire une politique de rapprochement en catimini débouchant fatalement sur une adhésion. Ils fustigent aussi l'activisme souvent irréfléchi dont elle fait preuve dans le monde entier, et qui serait plus dommageable que bénéfique pour le pays. Ses partisans louent quant à eux son approche pragmatique de la politique européenne. Selon eux, elle a parfaitement compris que la Suisse ne pouvait faire valoir et défendre ses intérêts que par une présence internationale renforcée.

Chez les Suisses de l'étranger, Micheline Calmy-Rey ne fait pas non plus l'unanimité. Pour mettre en œuvre ses priorités de politique extérieure dans la limite des objec-

tifs financiers restrictifs, elle a transformé le Service diplomatique et consulaire, ce qui a abouti notamment en Europe à une suppression de prestations, voire à la fermeture de consulats (voir p. 27). Par ailleurs, sous Calmy-Rey, le DFAE a réduit le budget de la «Revue Suisse».

À deux reprises (en 2007 et 2011), la ministre des Affaires étrangères a été élue à la présidence de la Confédération. Lors de ses apparitions publiques, son charme agit. Passant bien auprès du peuple, elle était jusque récemment l'un des membres préférés du gouvernement fédéral. Dès son entrée en fonctions, son opposition à la guerre en Iraq l'a rendue populaire. Mais sa réputation a été ternie par l'affaire des otages suisses retenus en Libye, qui a pourtant fragilisé tout le gouvernement et notamment le président de la Confédération de l'époque, Hans-Rudolf Merz. Par ses pairs, Micheline Calmy-Rey est vue comme une cheffe revendicatrice, d'humeur changeante, qui attend de ses collaborateurs une loyauté absolue. «Je le veux!» serait son leitmotiv. Il est à noter qu'au début de son mandat, les départs étaient nombreux dans son proche entourage.

Une grand-mère au Conseil fédéral

Si elle a été élevée en Valais, Micheline Calmy-Rey a fait ses études puis lancé sa carrière politique à Genève. Après quelques années au Grand Conseil, elle a accédé en 1997 au Gouvernement genevois dans lequel elle a dirigé le département des finances jusqu'à son élection au Conseil fédéral.

La promotion des femmes est un thème de prédilection de Micheline Calmy-Rey, que ce soit dans le cadre ou hors du département. Cette mère de deux enfants a été la première grand-mère à siéger au Conseil fédéral. Aujourd'hui, à 66 ans, elle sera plus disponible pour ses trois petits-enfants. On lui prête par ailleurs des ambitions de mandat au sein d'une organisation internationale. Mais avant cela, le Parlement doit encore lui trouver un successeur (les favoris pour la fonction sont des hommes). Son départ a ajouté une tension supplémentaire au renouvellement intégral du Conseil fédéral le 14 décembre.

